

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =  
Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 44 (1994)

**Heft:** 4

**Buchbesprechung:** Le corporatisme et la droite en Suisse romande [Philippe Maspoli]

**Autor:** Heimberg, Charles

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

falls auch militärisch besetzt. In den Augen des Bürgertums war das Volkshaus zu einem «Gouvernementspalast der Bolschewikiregierung» geworden. Doch nach dem Scheitern des Generalstreiks von 1919 hielt wieder eine bürgerliche Ordnung Einzug.

Die Dissertation von Susanne Eigenheer geht nicht nur diesen Ereignissen nach, sondern entwickelt auch eine breit gefächerte Sozialgeschichte von Aussersihl und Zürich. Darin finden sich Themen wie Wohnungsbau, Freizeitverhalten, Kulturpolitik und Arbeitskämpfe. Eine heute schon umfangreiche Sekundärliteratur erlaubt hier längere, oft interessante Abschweifungen. Diese Vielfalt beeinträchtigt allerdings den Aufbau und die Struktur der Arbeit. Zentrale Themen, wie beispielsweise die in engster Beziehung zur Volkshausidee stehende sozialistische Bildungs- und Freizeitpolitik, werden letztlich nicht konsequent analysiert.

*Hans Ulrich Jost, Lausanne*

Philippe Maspoli: **Le corporatisme et la droite en Suisse romande**. Lausanne, Mémoires de la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne, 1993. 128 p. (Coll. Histoire et sociétés contemporaines, 14, sous la dir. du prof. H. U. Jost).

Au cours de l'entre-deux-guerres, l'essor d'un mouvement corporatiste en Suisse romande révèle la nécessité pour la classe dirigeante de renouveler sa manière de discipliner les rapports sociaux. Dans toute sa diversité, ce phénomène est marqué par deux tendances apparemment contradictoires, mais dont la convergence va permettre une certaine recomposition de la bourgeoisie. D'un côté, un corporatisme structurel et juridique prône, au nom d'une idéologie de l'efficacité nationale, une rationalisation moderne de la production, et contribue à fonder de nouvelles pratiques intégratives, susceptibles de déboucher sur l'image idéale d'une nation harmonieuse. De l'autre, un effet de crispation face à l'évolution de la société pousse des milieux qui ont mal vécu les premières phases de l'industrialisation à une exaltation nostalgique des valeurs du passé, à l'affirmation d'un néo-patriotisme centré sur une Suisse rurale et conservatrice qui ignore les conflits de classe et préfère la démocratie directe au système parlementaire découlant de l'esprit des Lumières. Dans tous les cas, ce refus invétéré des antagonismes sociaux et de leurs manifestations est dirigé en priorité contre le mouvement ouvrier, et peut mener à des conceptions autoritaires. En outre, loin d'être neutre sur le plan politique, il s'inscrit dans un contexte de grande bienveillance, et souvent de fascination, à l'égard des expériences fascistes.

L'étude de Philippe Maspoli montre bien qu'il a existé une utopie corporatiste et que, si elle n'a pas vraiment donné lieu à des réalisations, son affirmation a permis de réintégrer des secteurs économiques particuliers dans l'idéologie nationale. L'auteur s'interroge à juste titre sur les valeurs de ce courant qui ont perduré dans le cadre de la discipline sociale qui prévaudra plus tard, à un moment où les groupements patronaux éviteront désormais de se référer explicitement au concept corporatif, par le biais de la paix du travail, de l'AVS, des conventions collectives, ou encore d'une intériorisation de la nécessité d'éviter les conflits. Les jalons d'une utile réflexion sur les stratégies des élites helvétiques à l'égard du mouvement ouvrier sont ainsi posés, et il est à souhaiter que cette problématique puisse être encore approfondie par les historiens.

*Charles Heimberg, Genève*